



LE 28 SEPTEMBRE 2017, POUR UN AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT, PARTOUT ET POUR TOUTES!

Le droit à l'IVG : une bataille loin d'être gagnée!

40% des femmes vivent dans un Etat où l'avortement est interdit. L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) estime à environ 21 millions le nombre d'avortements clandestins pratiqués dans le monde chaque année entraînant la mort d'environ 47 000 femmes, ainsi que des traumatismes et incapacités temporaires ou permanentes sur 5 à 8,5 millions d'entre elles. C'est 1 femme toutes les 9 minutes qui meurt d'un avortement clandestin.

En 2016, 68 pays interdisaient encore totalement l'avortement et condamnaient toutes celles qui aident à avorter ou avortent elles-mêmes.

Notre solidarité doit être sans faille : nous nous battons pour les droits de toutes les femmes à travers le monde. De plus, la situation catastrophique de nombreux pays est le résultat direct des politiques impérialistes, menées entre autre par la France. Notre solidarité internationaliste peut prendre de nombreuses formes, en particulier celle du soutien aux femmes migrantes, la mobilisation pour l'accueil de toutEs les réfugiéEs et la régularisation de toutEs les sans-papiers.

Au-delà de la légalisation, lutter pour un accès réel à l'avortement

En Europe, l'avortement est encore interdit dans 5 pays, sauf «circonstances exceptionnelles» : en Pologne, en Irlande, à Chypre, à Andorre et à Malte. Des mobilisations pour la défense de l'IVG ont eu lieu ces dernières années en Espagne, en Pologne... Mais au-delà de la légalisation, si ce droit ne s'accompagne pas de mesures étatiques pour le rendre effectif, il reste théorique. Ainsi aux Etats-Unis, de nombreuses cliniques ont fermé sous la pression des anti-avortements et suite à l'arrêt des financements fédéraux et nationaux.

En France, le combat pour le droit à l'avortement est

toujours d'actualité. La montée de l'extrême-droite, le renforcement des courants réactionnaires autour de la «Manif pour Tous» sont des menaces réelles. Actuellement présents dans le gouvernement Macron, ces ennemis des droits des femmes attaqueront l'IVG si l'occasion se présente.

La baisse des financements conduit à la fermeture de centres de planification familiale, à l'arrêt de campagnes d'informations sur la contraception et l'avortement. On l'a vu avec la remise en cause en Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes du «pass' contraception», qui permettait l'accès gratuit et anonyme aux moyens de contraceptions pour les adolescentes. Les politiques d'austérité et de privatisation des services publics réduisent le nombre d'hôpitaux, de services, et enfin le nombre de personnel soignantEs forméEs à effectuer des IVG.

De plus, en France, le délai d'avortement est fixé à la 12ème semaine de grossesse (contre la 24ème au Royaume-Uni et aux Pays-Bas). De nombreuses femmes sont obligées de se rendre à l'étranger pour avorter (si elles en ont les moyens) ou de poursuivre une grossesse non désirée. Il y a urgence à augmenter le délai d'avortement à 24 semaines avec garantie de moyens.

Reprendre la rue

Le 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement, à l'initiative du collectif unitaire «Avortement – les femmes décident!», de nombreuses associations et organisations vont se mobiliser afin d'exiger que dans tous les pays d'Europe, toutes les femmes qui veulent avorter puissent le faire légalement, dans les meilleurs délais, dans les meilleures conditions.

Parce que le droit à disposer de son corps est un combat féministe essentiel, parce que nous avons de nouveaux droits à gagner, parce que le combat féministe ne peut être qu'internationaliste,

Le 28 septembre 2017, touTEs dans la rue partout et à Bruxelles!